N° 11-626-X au catalogue — N° 030
ISSN 1927-5048
ISBN 978-0-660-21249-4

Document analytique

Aperçus économiques

Développements récents de l'économie canadienne : automne 2013

par Cyndi Bloskie et Guy Gellatly
Direction des études analytiques

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 11-626-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2013

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada (http://www.statcan.gc.ca/reference/licence-fra.htm).

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, ses entreprises, ses administrations et les autres établissements. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
p	provisoire
r	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

Développements récents de l'économie canadienne : automne 2013

par Cyndi Bloskie et Guy Gellatly, Direction des études analytiques

Cet article de la série *Aperçus économiques* offre aux utilisateurs un aperçu intégré des développements récents qui ont touché la production, l'emploi, la demande des ménages, le commerce international et les prix. Structuré comme un sommaire statistique des principaux indicateurs économiques, ce rapport a pour but d'offrir des renseignements sur l'évolution récente de l'économie canadienne en mettant en lumière les changements survenus dans les données économiques au cours de la première moitié de 2013. Sauf indication contraire, les tabulations présentées dans ce rapport sont fondées sur des données désaisonnalisées qui pouvaient être consultées dans CANSIM en date du 17 septembre 2013.

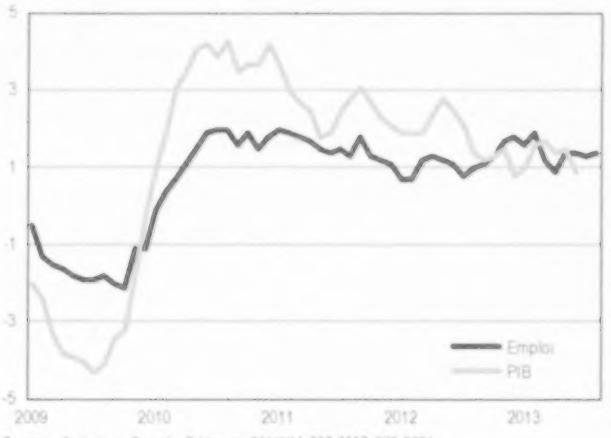
Le rythme de croissance de la production et celui de l'emploi ont commencé à converger au début de 2013, l'écart récent entre les gains d'une année à l'autre du produit intérieur brut (PIB) réel et de l'emploi s'étant rétréci. Dans l'ensemble, la production réelle, mesurée sur une base industrielle, et l'emploi ont tous les deux affiché en moyenne des taux de croissance annuels d'environ 1,4 % au cours des six premiers mois de l'année.

Surtout grâce à l'emploi dans les services, l'économie a vu la création de 81 000 emplois nets au cours de la première moitié de 2013, soit environ la moitié du nombre d'emplois créés à la fin de 2012. L'emploi a continué de croître (+20 000) durant les mois de l'été, bien que le taux de chômage soit demeuré constant à 7,1 %.

Les dépenses dans les commerces de détail se sont accélérées au début de l'année, la demande d'automobiles ayant atteint des niveaux record. Alors que le rythme des mises en chantier d'habitations a ralenti par rapport aux niveaux de 2012, le nombre de permis de bâtir résidentiels a augmenté en 2013. L'investissement des entreprises, qui avait été le moteur de la reprise économique, s'est contracté au cours de la première moitié de l'année. Malgré un redressement des exportations en début d'année, le solde du commerce de marchandises est demeuré en situation déficitaire, les importations ayant été plus élevées que les exportations pour un 19e mois consécutif en juillet 2013.

Graphique 1
PIB et emploi

variation en pourcentage d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Tableaux CANSIM 282-0087, 379-0031

Le PIB a continué de croître à un taux modéré

Sur une base trimestrielle, le PIB réel a crû de 0,4 % au deuxième trimestre, à la suite d'une hausse de 0,5 % au premier trimestre. Aux taux annualisés, le PIB réel a augmenté de 1,7 % au deuxième trimestre de 2013, en baisse par rapport à 2,2 % au premier trimestre. La croissance de la production a été attribuable à des facteurs différents au premier trimestre et au deuxième trimestre de 2013, les dépenses des ménages ayant remplacé les exportations comme principale cause de la croissance globale. La croissance du PIB au premier trimestre était en grande partie attribuable au commerce, les exportations de biens et services ayant crû de 1,3 %, soit l'augmentation trimestrielle la plus élevée depuis le quatrième trimestre de 2011. La croissance des exportations a ralenti pour se situer à 0,2 % au deuxième trimestre.

Les dépenses des ménages étaient la principale source de la croissance du PIB au deuxième trimestre, ayant progressé de 0,9 %, en hausse par rapport à 0,3 % au cours des trois premiers mois de l'année. Les dépenses en biens durables, et particulièrement les dépenses liées à l'achat de véhicules, ont augmenté de 3,2 % au deuxième trimestre, soit la hausse trimestrielle la plus élevée depuis le premier trimestre de 2008.

L'investissement des entreprises s'est contracté au cours des six premiers mois de 2013, ayant enregistré une baisse de 0,3 % au premier trimestre et une diminution de 0,1 % au deuxième trimestre. Les dépenses en immobilisations pour les bâtiments non résidentiels, les machines et le matériel et les produits de la propriété intellectuelle ont toutes diminué au deuxième trimestre de 2013. La contraction de l'investissement des entreprises en bâtiments non résidentiels (-0,4 %) au cours des six premiers mois de l'année est survenue à la suite d'une hausse de 0,9 % enregistrée au cours de la deuxième moitié de 2012 et d'une augmentation de 4,1 % pendant la première moitié de 2012. Les dépenses d'investissement des entreprises en bâtiments non résidentiels ont progressé de 14,5 % en 2010 et de 11,1 % en 2011, stimulant la reprise économique globale au cours de cette période.

L'investissement dans les bâtiments résidentiels a augmenté de 0,2 % au cours des deux premiers trimestres de 2013, la croissance au deuxième trimestre (+1,3 %) ayant neutralisé une baisse affichée au premier trimestre (-1,1 %). La hausse au cours de la première moitié de 2013 est survenue à la suite d'une diminution de 0,5 % au cours de la deuxième moitié de 2012.

Les biens accusent des reculs tandis que les services progressent

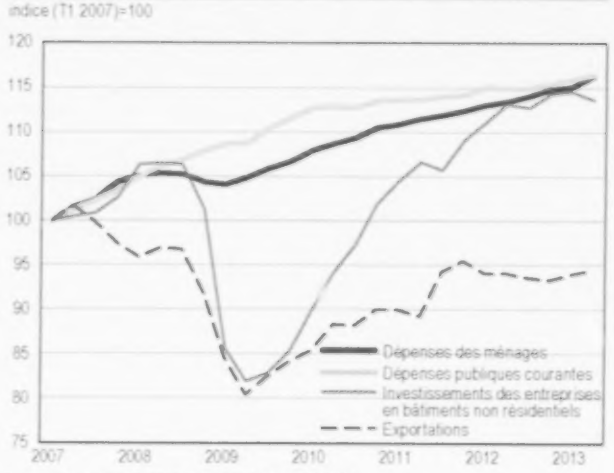
Du point de vue des industries, la production réelle des industries de services a crû de 1,2 % au cours des six premiers mois de l'année, alors que le PIB des industries productrices de biens a accusé un recul de 0,6 %[1]. Les industries de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz ont affiché des baisses en avril, mai et juin, pour une baisse totale de 4 %, à la suite de six hausses mensuelles consécutives.

En particulier, les niveaux de production dans les industries de l'extraction minière ont reculé d'avril à juin, en raison principalement des niveaux qui étaient plus bas en juin (en baisse de 3,7 % par rapport à mai), et ce, surtout pour le charbon et les minéraux non métalliques. À l'opposé, les niveaux de production dans les industries d'extraction de pétrole et de gaz ont grimpé en juin (en hausse de 2,1 % par rapport à mai) en raison de la vigueur des sources non conventionnelles.

La construction et la fabrication ont également affiché des baisses au cours de la première moitié de 2013. La production dans la construction a régressé de 2,0 % au cours de la période, tandis que la fabrication a fléchi de 1,4 %, ce qui reflétait des niveaux de production moins élevés en juin.

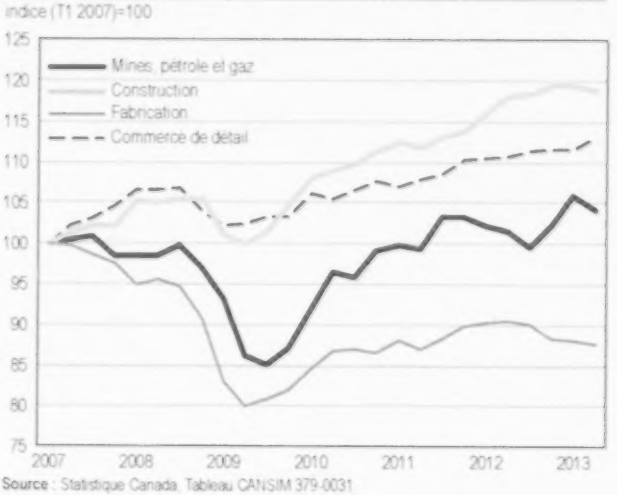
À l'opposé, le commerce de détail a progressé de 1,7 % au cours des six premiers mois de 2013, après avoir affiché une baisse de 0,2 % pendant la deuxième moitié de 2012. La hausse a été principalement attribuable aux véhicules automobiles, qui ont enregistré une augmentation de 6,4 %. La production dans les industries du secteur de la finance a crû de 1,4 %, alors que la production dans le secteur des industries de l'immobilier a augmenté de 1,9 %.

Graphique 2
PIB, agrégats sélectionnés



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 380-0084

Graphique 3
PIB par industrie



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0031

La croissance de l'emploi dans le secteur privé a ralenti au début de 2013

L'économie a vu la création de 81 000 emplois au cours des six premiers mois de 2013, soit la moitié du gain net de 161 000 emplois enregistré au cours des six derniers mois de 2012. Alors que la croissance de l'emploi à la fin de l'année dernière était principalement attribuable aux nouveaux postes à temps plein, les gains nets d'emplois durant la première moitié de 2013 étaient répartis de façon égale entre les postes à temps plein et les postes à temps partiel. De même, tandis que la plus grande part des gains d'emplois au cours de la deuxième moitié de 2012 était concentrée chez les femmes, les gains d'emplois étaient plus également répartis entre les femmes et les hommes au cours des deux premiers trimestres de 2013.

1 Le taux de croissance de six mois fait référence à la variation en pourcentage de décembre 2012 à juin 2013 par rapport à la période précédente de six mois de juin 2012 à décembre 2012

Tout comme l'emploi, la population active a crû de 78 000 travailleurs au cours des six premiers mois de 2013, soit la moitié de la hausse nette enregistrée lors de la période de six mois précédente.

Plus récemment, les niveaux d'emploi ont continué de croitre (+20 000) en août, la plus grande part de la hausse ayant été attribuable aux emplois dans le secteur privé. Le taux de chômage est demeuré constant à 7,1 %

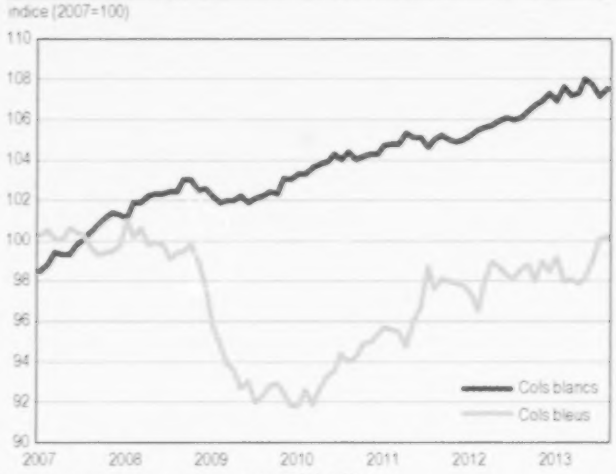
Après avoir affiché des gains constants au cours des trois dernières années, la croissance de l'emploi dans le secteur privé a plafonné durant la première moitié de 2013, avant de reprendre au cours des mois d'été. La création nette d'emplois dans le secteur public a ralenti pour se situer à un rythme de moitié moins élevé que celui des six mois précédents et a reculé encore davantage en juillet. Parallèlement, la croissance du nombre d'emplois autonomes s'est accélérée au début de 2013 et a ralenti légèrement par la suite au cours du printemps.

La croissance dans ce qui est traditionnellement appelé les professions de cols blancs a été relativement constante au cours des dernières années, les pertes modestes essuyées durant la récession de 2008-2009 ayant été récupérées à la mi-2009. À l'opposé, l'emploi dans les professions de cols bleus a continué de fléchir jusqu'au début de 2010 et ils n'ont pas encore atteint à nouveau les niveaux d'avant la récession[2]. Après avoir plafonné à la fin de 2012, les gains d'emplois dans les professions de cols bleus se sont accélérés au printemps 2013, dépassant la hausse nette des professions de cols blancs.

Graphique 4
Emploi selon la catégorie de travailleurs

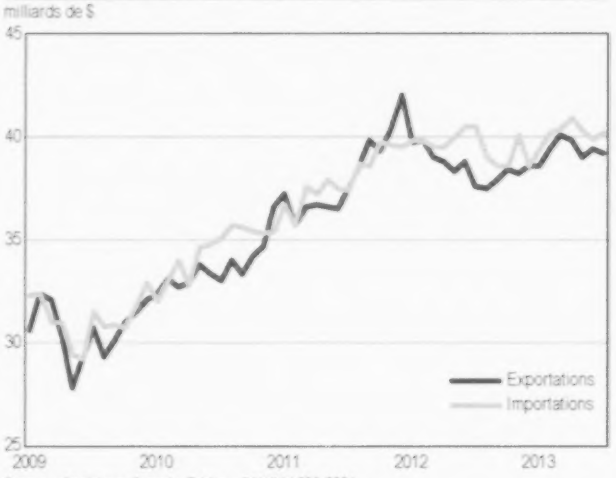
Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 282-0089

Graphique 5
Emploi selon la profession



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 282-0093

Graphique 6
Commerce de marchandises



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 228-0001

Les importations ont continué d'être plus élevées que les exportations

Les importations de marchandises ont continué à être plus élevées que les exportations au cours de la première moitié de 2013, une situation qui est demeurée inchangée depuis la fin de 2011, surtout à cause des machines industrielles, du matériel et des produits chimiques. La demande de minéraux métalliques et non métalliques a commencé l'année en force, mais a ralenti en mai et juin. En revanche, les importations de pétrole brut et de bitume brut ont rebondi en juin, après avoir reculé pendant six mois consécutifs. Les importations de pétrole brut ont été, en mai, à leur plus bas niveau depuis le début de 2011.

2 Les professions de cols blancs incluent des professions liées à la gestion, aux affaires, à la finance, aux services administratifs, à la santé, à l'enseignement, aux administrations publiques, à la vente, aux services, à la culture, aux loisirs et aux sports. Les travailleurs du groupe des cols bleus se retrouvent dans les métiers, le transport, dans le groupe des conducteurs d'équipement, les industries primaires, la transformation, la fabrication et les services publics. Les professions de cols blancs représentent environ les trois quarts de l'emploi total.

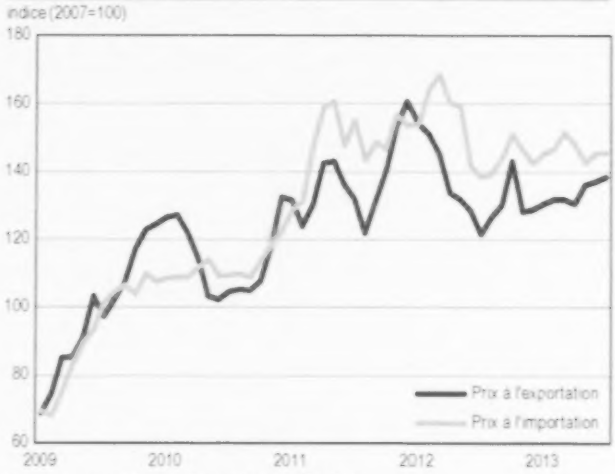
Les exportations de marchandises ont été stimulées de janvier à juin par une demande étrangère soutenue de véhicules automobiles, de pétrole brut et de produits forestiers, en raison, en partie, de la reprise de l'immobilier aux États-Unis.

Après s'être redressés au cours des premiers mois de 2013, les prix à l'exportation ont perdu du terrain au deuxième trimestre. Les prix à l'exportation des minerais métalliques et des minéraux non métalliques ont diminué dans cinq des six premiers mois de l'année, tandis que les prix des produits forestiers ont commencé à reculer en avril après six hausses mensuelles consécutives. Les prix des importations ont suivi une tendance similaire, tout comme les prix globaux des exportations, mais ils se sont redressés en juin grâce à un rebond des prix des minerais métalliques. Par conséquent, les termes de l'échange globaux du Canada ont diminué en juin pour ensuite rebondir en juillet aux niveaux observés au début de l'année.

En particulier, les prix à l'exportation du pétrole brut ont entamé une reprise constante au cours du premier semestre de 2013. Les prix à l'importation ayant plongé en avril et en mai, l'écart de prix entre les exportations et les importations était le plus faible en 16 mois avant de s'élargir légèrement en juin. Les volumes des exportations de pétrole brut ont atteint un sommet inégalé en février, tandis que les volumes des importations en juillet se situaient à un creux sans précédent.

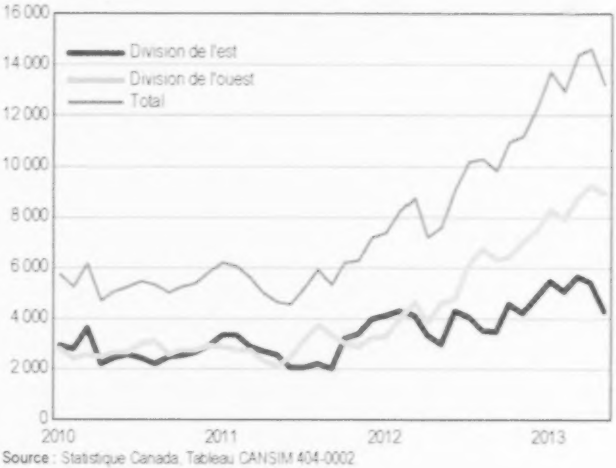
Le prix du brut lourd canadien a gagné du terrain selon la valeur repère du WTI, les producteurs canadiens ayant accru leurs activités de distribution pour compenser des contraintes liées aux pipelines. En juin 2013, l'écart de prix du baril était tombé à 16 $ par rapport à un écart de 40 $ le baril observé en janvier 2013[3]. Les chargements ferroviaires de mazout et de pétrole brut ont continué à progresser dans la partie ouest du pays au cours du premier semestre de 2013. Le transport ferroviaire de brut représente actuellement environ 5 % du total des chargements des wagons. Cette part a doublé en seulement trois ans.

Graphique 7
Pétrole brut



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 228-0063

Graphique 8
Chargements ferroviaires de mazout et de pétrole brut



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 404-0002

Les ventes du secteur de la fabrication sont demeurées essentiellement inchangées

Les ventes des fabricants sont demeurées essentiellement inchangées au cours de la première moitié de 2013, la demande plus faible de biens non durables ayant été contrebalancée par une reprise de la demande de biens durables. La demande de produits alimentaires et de textiles a continué de battre en retraite, alors que les ventes de matériel de transport ont rebondi, soutenues par l'assemblage de véhicules automobiles et l'aérospatiale. Les produits du bois ont connu leur troisième année de hausse des ventes, soutenus par la reprise des prix et des mises en chantier au sud de la frontière. La hausse régulière des produits chimiques, des produits en plastiques et des machines a été contrebalancée par une baisse de la demande de minéraux non métalliques et de métaux de première transformation. Les ventes de produits pétroliers ont reculé, en raison d'un ralentissement de la production pour raisons d'entretien et de travaux de rééquipement.

Les dépenses au détail stimulées principalement par les ventes d'automobiles

Les ventes au détail ont augmenté de 3,1 % au cours des six premiers mois de 2013, soit la plus forte hausse depuis le deuxième semestre de 2010. La progression a été principalement attribuable à la demande croissante de véhicules automobiles et de leurs pièces, les constructeurs automobiles ayant proposé de

3 Jeffrey Jones, « Oil Prices: Tight supply may yield Alberta Bitumen bump », *Report on Business*, *Globe and Mail*, 2013-07-11 p. B1. Pour obtenir plus d'information au sujet des répercussions sur les prix à la consommation, voir http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/130823/dq130823a-fra.pdf.

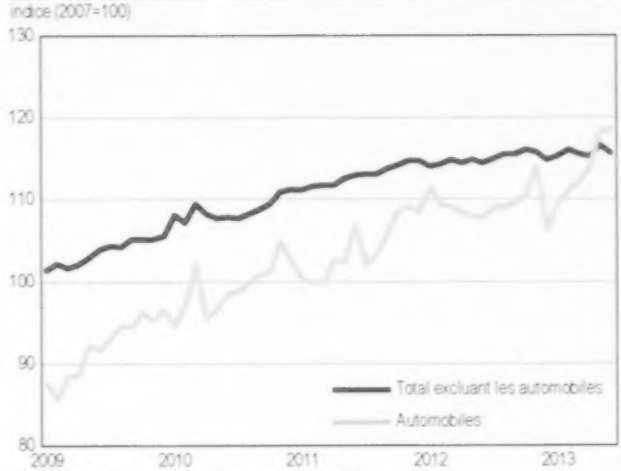
nouveaux incitatifs à l'achat de nouveaux véhicules, de plus longs termes financiers, du financement à 0 % et des remboursements plus élevés offerts en échange de vieux véhicules. En mai et juin 2013, les ventes d'automobiles se situaient à des niveaux record[4]. Les ventes des magasins de marchandises diverses ont rebondi en début d'année, de nouveaux détaillants étant entrés sur le marché. La demande de produits électroniques et d'électroménagers tout comme la demande dans les magasins des détaillants de produits divers ont également repris, après une stagnation des ventes au cours du dernier semestre de 2012. Les supermarchés et les stations d'essence ont été les seuls secteurs à afficher des baisses, en partie à cause de l'assouplissement des prix par rapport aux niveaux d'un an plus tôt. En volume, les ventes au détail ont augmenté de 2,1 % au premier semestre de 2013, après deux semestres de baisses consécutives. Il s'agit de la plus forte hausse depuis les six premiers mois de 2010.

Les mises en chantier de logements étaient au ralenti par rapport aux niveaux de 2012

Après un départ lent en début d'année, les mises en chantier de logements ont augmenté en mai et en juin à un taux moyen de 196 500 (données désaisonnalisées aux taux annuels). Toutefois, ce niveau demeure inférieur à la moyenne de 212 000 atteinte au cours du dernier semestre de 2012 et les mises en chantier ont de nouveau reculé en août, soit de 8 %. La demande de maisons unifamiliales en milieu urbain s'est établie en moyenne à près de 63 000 au cours des six premiers mois de l'année, soit un niveau essentiellement inchangé depuis 2011, malgré une augmentation récente du taux d'inoccupation. En août, les mises en chantier de maisons unifamiliales ont diminué pour se situer à un peu plus de 58 000, soit le rythme mensuel le plus lent depuis l'été de 2009. Les mises en chantier de logements multifamiliaux ont été plus lentes à démarrer l'année, mais elles ont rebondi au printemps, atteignant une moyenne de près de 116 000 unités en mai et juin. Il s'agit d'un niveau qui demeure néanmoins près de 30 % inférieur au sommet récent atteint en avril 2012 et, en août, les mises en chantier de logements multifamiliaux ont reculé d'un 10 % supplémentaire. En août, les mises en chantier de logements multifamiliaux à Montréal, Toronto et Vancouver représentaient 54 % du total, en baisse par rapport au récent sommet de 62 % atteint un an plus tôt.

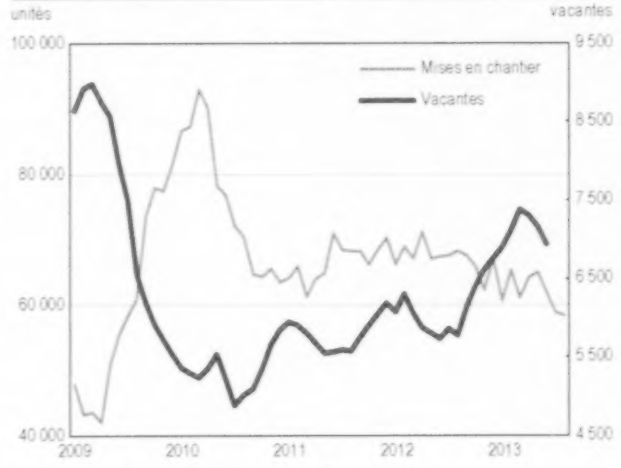
Les permis de construction résidentielle ont progressé au cours de quatre des six mois allant de janvier à juin; cette progression est survenue après six mois consécutifs de repli au cours du dernier semestre de 2012. Alors que le Québec et l'Ontario ont longtemps représenté plus de la moitié des permis de bâtir résidentiels, en août, le niveau de l'Alberta était inférieur de seulement 6 % à celui du Québec. Les prix des logements neufs ont continué d'augmenter au cours de la première moitié de 2013, mais à un rythme plus lent. La hausse d'une année à l'autre de 1,8 % enregistrée en mai et juin 2013 a été la plus faible augmentation en trois ans.

Graphique 9
Ventes au détail



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 080-0020.

Graphique 10
Maisons unifamiliales



Source : Statistique Canada, Tableaux CANSIM 027-0010, 027-0051.

Les prix des produits de base ont continué de prendre de la vigueur en 2013

Les prix des produits de base ont continué à se redresser au premier semestre de 2013, en hausse de 6,2 % après une augmentation de 4,6 % au cours des six derniers mois de 2012. En août 2013, les prix ont crû encore, soit de 2,8 %, revenant ainsi aux niveaux observés au début de 2012. Les prix de l'énergie ont progressé, soit de 18 % à la suite du redressement de 6,4 % enregistré au cours de la période semestrielle précédente, stimulés par les prix du pétrole brut. Les gains affichés par les prix du poisson et les

4 Les ventes de véhicules automobiles et de leurs pièces ont représenté la plus grande part de la croissance globale des dépenses au détail au cours de la première moitié de 2013. Alors que les ventes au détail totales ont progressé de 1,2 milliard de dollars au cours des six premiers mois de l'année, la croissance des ventes au détail de véhicules automobiles et de leurs pièces ont totalisé juste un peu moins de 1 milliard de dollars. Pour plus de renseignements sur l'industrie automobile voir : Tendances récentes dans les industries automobiles canadiennes, http://www.statcan.gc.ca/pub/11-626-x/11-626-x2013026-fra.htm.

prix des produits agricoles ont partiellement contrebalancé la baisse enregistrée dans le secteur forestier, bien que les prix des produits forestiers aient augmenté au cours des mois d'été. Les métaux et les minéraux ont reculé en juillet, surtout en raison de la baisse des prix de l'or, de l'aluminium et du cuivre, avant de se redresser légèrement en août.

La hausse des prix à la consommation était surtout attribuable à l'essence

L'indice des prix à la consommation (non désaisonnalisé) a augmenté de 1,5 % au cours des six premiers mois de 2013, après une légère baisse affichée pendant la dernière moitié de 2012. Les prix des biens ont augmenté après avoir reculé pendant la période de six mois précédente, principalement en raison des biens non durables. Les prix de l'essence ont récupéré près de 10 %, après une baisse de moitié de ce taux au cours des six mois précédents, tandis que les prix des aliments ont crû légèrement, les augmentations enregistrées par les prix des poissons et des légumes ayant été partiellement contrebalancées par les baisses d'autres produits. Les prix des services ont progressé après n'avoir connu aucun changement à la fin de 2012. Les coûts d'intérêt hypothécaire ont continué d'exercer une pression à la baisse sur les prix globaux, comme ils le font depuis le début de 2009, en baisse de près de 13 % de cette période à juin 2013.

Les cours des actions accusent un recul en raison des baisses des actions liées aux métaux et aux mines

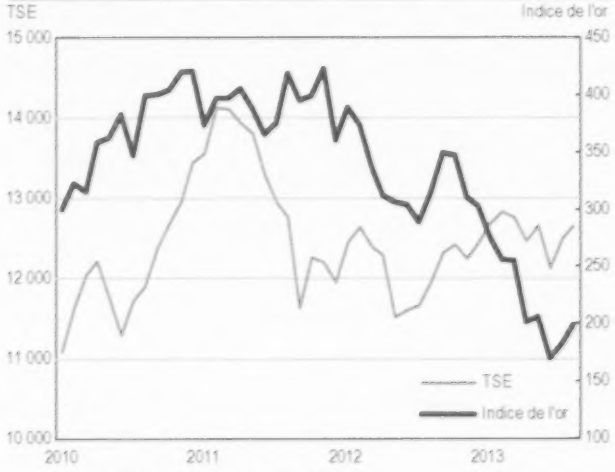
Le marché boursier a reculé de 2,5 % au cours des six premiers mois de 2013, à la suite d'une reprise de 7,2 % survenue pendant la dernière moitié de 2012. Les cours des actions ont reculé au cours de quatre des cinq dernières périodes de six mois, entraînés à la baisse par l'or, les matériaux, les métaux et les mines. De son sommet récent atteint à la fin de 2010 jusqu'en juin 2013, l'indice de l'or a chuté de 60 %, pour ensuite connaître une légère reprise en juillet et en août. Les prix des actions liées à l'énergie ont également diminué pendant quatre des cinq derniers semestres, régressant encore de 2,4 % au cours des six premiers mois de 2013, tandis que les actions davantage liées à la demande des consommateurs se sont redressées. En août, le marché boursier a affiché une hausse supplémentaire de 4,3 %, en raison de la hausse des actions industrielles.

Après être resté au-dessus de la parité avec le dollar américain depuis la mi-2012, le dollar canadien a commencé à se déprécier au début de l'année, diminuant de 4,2 % pour atteindre 96,9 cents en juin. En juillet et en août, la valeur du dollar n'a pas varié, se situant à environ 96 cents. Le dollar est resté stable face à la livre britannique, tout en gagnant près de 5 % par rapport au yen japonais au cours de la même période. Tant le taux d'escompte que le taux préférentiel sont demeurés inchangés en août, se situant à 1,2 % et à 3 % respectivement, comme ils le font depuis septembre 2010.

Graphique 11
Indice des prix à la consommation

Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 326-0020.

Graphique 12
Marchés boursiers



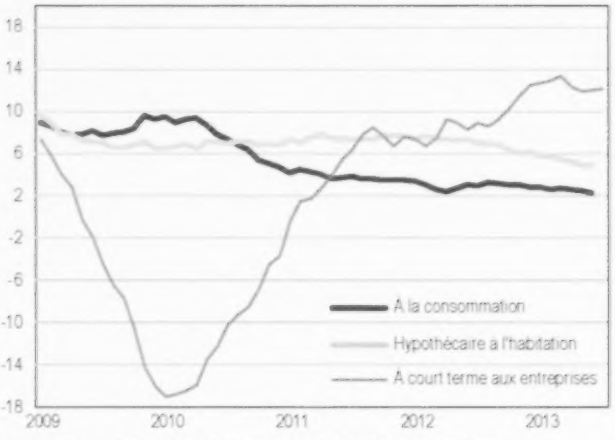
Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 176-0047.

La demande de crédit à la consommation et aux entreprises ralentit

Le crédit total des ménages au cours des six premiers mois de l'année a crû à son rythme semestriel le plus lent depuis la baisse marquée enregistrée à la fin de 1982. Le crédit à la consommation a augmenté de 0,8 % après une moyenne de hausses semestrielles de 1,7 % depuis la fin de 2010. La hausse semestrielle de 2,2 % affichée par le crédit hypothécaire à l'habitation a été la plus faible en 12 ans, malgré les bas niveaux record continus des taux d'intérêt. En mai, le taux hypothécaire fixe de cinq ans a chuté à 2,84 %, avant de remonter au-dessus de 3 % plus tard dans l'été. La croissance du crédit aux entreprises a également ralenti au cours des six premiers mois de 2013, la demande de crédit à court terme ayant connu un frein.

Graphique 13
Crédit

variation en pourcentage d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Tableaux CANSIM 176-0027, 176-0069, 176-0023.